

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1343 - 20 octobre 1988 - 3 F

### D 1343 NICARAGUA: L'ÉCLATEMENT DE LA "CONTRA"

Le dialogue entre le gouvernement nicaraguayen et l'opposition armée de la Résistance nationale, ouvert à Sapoá le 21 mars 1988, s'était soldé le 23 mars par un accord de cessez-le-feu (cf. DIAL D 1296). Depuis l'échec des négociations du 9 juin suivant, le dialogue est rompu mais le cessez-le-feu reconduit de mois en mois par Managua. La rupture est essentiellement due à une crise interne à la Résistance nationale entre la branche militaire "dure" et la branche politique (cf. DIAL D 1308 et 1317). Une nouvelle crise interne a éclaté en août dernier. Elle est présentée dans le document ci-dessous, tiré de la publication *Centroamerica Hoy* du 26 août 1988. La question de l'aide humanitaire votée par le Congrès des Etats-Unis en faveur des antisandinistes (cf. DIAL D 1325) fait l'objet de certaines divergences - comme on le verra ci-dessous - entre le Honduras et le Costa Rica.

Note DIAL

### QUERELLE A L'INTÉRIEUR DE LA CONTRA

La décision de six groupes antisandinistes de demander un changement d'orientation dans la *contra* comme condition pour y rester, a une fois de plus montré en plein jour la division toujours plus évidente des forces militaires qui combattent le gouvernement nicaraguayen, et la menace comme jamais d'une rupture.

A l'affrontement entre une cinquantaine de commandants de la Résistance nationale et le colonel Enrique Bermúdez qu'ils accusent de corruption, de despotisme et d'incapacité en matière militaire (1), puis au désistement du groupe Front militaire sud, voici que s'ajoute maintenant ce nouveau conflit né des divergences à l'intérieur de la direction de la *contra*.

Les difficultés que rencontre la Résistance nationale pour subsister en tant qu'organisation semblent aujourd'hui être plus fortes que le lien qui a généralement maintenu l'unité entre les antisandinistes, à savoir l'aide des Etats-Unis. Il est de ce fait impossible à la Résistance nationale de prétendre à un nouveau tour de conversations avec le gouvernement nicaraguayen, et il lui est encore plus difficile de présenter de nouvelles propositions pour les négociations.

Des sources de la Résistance nationale affirment que le secteur le plus conservateur de la *contra* s'oppose à la poursuite des négociations avec le gouvernement de Managua, tandis qu'un autre groupe, qui se définit comme "centro-progressiste", insiste sur la nécessité de reprendre le dialogue.

Les conversations, commencées le 21 mars dans la localité de Sapoá proche de la frontière du Costa Rica, se sont terminées le 9 juin à Managua sans accords concrets.

(1) Cf. DIAL D 1317 (NdT).

Mais dès la première journée de dialogue une trêve militaire a été observée, laquelle a été prolongée à plusieurs reprises par le gouvernement nicaraguayen. En dépit de cette trêve des affrontements militaires se sont sporadiquement produits et des embuscades ont été tendues par les *contras*, avec des morts et des blessés. Cependant la guerre a décliné d'intensité dans des proportions jamais vues depuis 1981, date à laquelle la lutte armée antisandiniste a pris toute son intensité.

#### Demande de restructuration

Les six organisations qui demandent une restructuration de la Résistance nationale sont le Mouvement démocratique nicaraguayen (MDN), d'Alfonso Robelo; le Bloc d'opposition du sud (BOS), d'Alfredo César; la Démocratie chrétienne, de José Dávila; le Parti social-démocrate, de Pedro Joaquín Chamorro; le Parti conservateur, de Fernando Agüero; et l'organisation indienne "Yatama", de Brooklyn Rivera.

La majorité de ces dirigeants ont occupé des postes de direction au sommet des antisandinistes et certains d'entre eux ont été remplacés lors de la dernière assemblée tenue en République Dominicaine, en juillet (cf. note 1), par des personnes plus proches du Département d'Etat nord-américain et plus réservées sur le dialogue avec Managua. Ont été exclus lors de cette assemblée: Pedro Joaquín Chamorro et Azucena Ferrey, tandis que le directoire de la Résistance nationale était élargi à sept membres, dont Bermúdez, Wicliff Diego et Wilfredo Montalván qui représentent, avec Adolfo Calero et Aristide Sánchez, les secteurs les plus conservateurs des exilés nicaraguayens et qui donnent sa "mauvaise image" au mouvement antisandiniste, selon le document.

D'après des sources liées aux six groupes qui préconisent des réformes, les secteurs politiques d'idéologie centriste ont été marginalisés par la droite, laquelle pourrait mettre en danger le mouvement de démocratisation du Nicaragua "*car si notre cause triomphait, on pourrait voir s'installer dans notre pays une nouvelle dictature de droite à la mode somoziste*".

Dans leur document les protestataires rappellent au directoire de la Résistance nationale que la conjoncture actuelle exige que des négociations aient lieu avec Managua; ils demandent "*des mesures immédiates pour mettre en place de nouvelles équipes de travail afin d'avoir des chances de succès, et pour rétablir l'équilibre politique dans notre organisation*".

Le Bloc d'opposition du sud (BOS), dans une assemblée tenue à San José le 20 août qui a été suivie de la déclaration des six groupes, a déclaré que la Résistance nationale est considérée comme un appendice de la politique extérieure des Etats-Unis en raison du mauvais choix de ses dirigeants et de la dépendance exagérée de nombre d'entre eux vis-à-vis du gouvernement de Washington. "*C'est pourquoi il est absolument nécessaire de redéfinir les termes de notre alliance avec les Etats-Unis et de mener une politique indépendante acceptable par la communauté internationale*", a souligné le BOS, l'organisation présidée par Alfredo César.

#### Assistance

Pour l'heure, les rebelles nicaraguayens installés sur tout le territoire hondurien cherchent à régler, de façon permanente, le problème du ravitaillement grâce aux ressources approuvées par le Congrès des Etats-Unis en fin avril et par le Sénat en début août, moyennant des accords avec les gouvernements de Tegucigalpa et de San José.

L'envoyé spécial de la Maison-Blanche en Amérique centrale, Morris Busby, a déclaré lors de sa dernière tournée dans la région que son gouvernement estimait imprescriptible l'aide aux *contras*. Mais il s'est refusé à concrétiser la façon dont elle se ferait, en faisant savoir que la décision appartenait au Congrès de son pays.

Tout semble indiquer que les *contras* demeurant sur le sol hondurien n'auront pas de problème pour l'affectation de l'aide, étant donné que le président du Honduras, José Azcona, en a autorisé la remise pour son territoire.

Des sources rebelles ont affirmé à Tegucigalpa que les envois d'uniformes, d'aliments et de dollars aux *contras* opérant à l'est du Honduras ont augmenté au cours des dernières semaines, après le retour de centaines de combattants poursuivis par l'armée sandiniste. "C'est la fête dans les camps car nous recevons l'aide. "3-80" lui-même (c'est le nom de guerre d'Enrique Bermúdez) est arrivé chaussé de bottes neuves envoyées par les Etats-Unis pour nos combattants. Mais nous avons toujours des problèmes de ravitaillement dans certaines régions du territoire nicaraguayen", a indiqué l'informateur.

Le président Azcona a déclaré que "nous devons permettre le passage de l'aide humanitaire". Il a ajouté qu'il avait dernièrement autorisé que des camions transportent ce genre d'aide aux *contras*, "et il n'y a pas eu de problème". Il a fait savoir que "personne ne s'y oppose", en ajoutant que le président du Costa Rica, Oscar Arias, est lui aussi d'accord avec l'envoi de ravitaillement non belliqueux à la Résistance nationale.

Le président Arias a nié qu'il ait autorisé le passage de l'aide aux *contras* par le territoire costaricain, tout en disant qu'il était d'accord sur le fait que les antisandinistes reçoivent une aide humanitaire. "Si nous avons l'esprit chrétien, si nous croyons aux évangiles, si nous croyons aux enseignements du Christ, nous ne pouvons pas rester indifférents devant la souffrance de quelqu'un qui la subit comme soldat" antisandiniste, a déclaré le Prix Nobel de la paix 1987 et artisan du processus de pacification en Amérique centrale.

Par la voix du ministre de l'information, Guido Fernández, le gouvernement costaricain a démenti la déclaration du président hondurien Azcona selon laquelle le président Arias était d'accord pour permettre le transit de l'aide à la *contra* par le territoire costaricain. "Il n'est pas vrai qu'Arias ait autorisé la livraison, par le territoire national, de l'aide humanitaire à la Résistance nationale," a-t-il déclaré en ajoutant: "C'est peut-être possible dans le cas du Honduras mais ça ne l'est pas pour notre pays. Une chose est d'être d'accord pour la fourniture d'aliments, de médicaments et de vêtements aux rebelles; mais c'est une autre chose que le Costa Rica donne son accord pour que l'attribution de ce ravitaillement se fasse par l'intermédiaire de notre pays."

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)